

GEORGE FLOYD, ADAMA TRAORE, STATUES DEBOULONNEES... NAUFRAGE EN COURS DU SECOND PILIER DU CAPITALISME IMPERIALISTE: LE RACISME D'ETAT

De Minneapolis, Washington, Londres, Bruxelles, Berlin, Paris et en Australie, des millions de citoyens crient leur rejet du terrorisme meurtrier raciste, des crimes policiers racistes, du racisme d'état et font chuter les statues des esclavagistes et des colonialistes.

Nous écrivions en septembre 2014 « *Alors que Léonard Pelletier, militant des droits des peuples amérindiens est en prison depuis 38 ans, et que Mumia Abu Jamal est maintenu en prison après avoir été longtemps dans le "couloir de la mort", voilà que depuis juillet 2014 Eric Garner, John Crawford III, Michael Brown, Ezell Ford sont tués par la police Yankee... Des centaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues pour exiger que les policiers assassins soient arrêtés et que justice soit faite. La question nationale noire, amérindienne et hispanique présentée comme dépassée avec l'élection du "noir/métis" Obama est de retour* » (Le réveil de la question nationale aux USA).

Voilà que l'écho du crime raciste policier de G. Floyd se répand à travers la planète pour rappeler à l'humanité que la « démocratie la plus puissante au monde » est, non seulement, née de la colonisation de peuplement et de l'esclavage, mais est aussi loin de s'être débarrassée du racisme d'état malgré les conquêtes démocratiques anti-racistes obtenues par les luttes des minorités nationales soutenues et dirigées par les Black Panthers, Malcolm X, Martin Luther King et le Parti Communiste des USA. Ces luttes ont été dévoyées pour faire émerger une « classe moyenne » noire tout en maintenant les discriminations racistes sur la grande majorité des noirs tout comme les conquêtes sociales et démocratiques en Occident impérialiste l'ont été par l'affaiblissement du mouvement communiste miné par l'opportunisme ainsi que les avancées obtenues par la première phase de libération nationale éliminées par le néo colonialisme.

Dans la foulée des mobilisations populaires contre les violences policières racistes les statues des esclavagistes et des colonialistes tombent des USA, de la Grande Bretagne aux Antilles (Martinique, Guadeloupe, Guyane).

La lutte contre le racisme des États impérialistes (USA et d'Europe) se « mondialise ». En effet, le capitalisme impérialiste est fondé sur le plan intérieur sur deux piliers qui sont : exploitation de classe et oppression raciale.

Les USA, l'Afrique du Sud de l'apartheid, l'Australie, la nouvelle Zélande et la Palestine sous la botte criminelle du sionisme israélien en sont les exemples historiques les plus aboutis. Mais les autres impérialistes comme ceux d'Europe n'en sont pas exempts au vu du traitement raciste d'Etat qu'y subissent l'immigration, les réfugiés, les exilés tous sans papiers.

Tous les Etats impérialistes sont atteints du fléau du racisme et des discriminations raciales en raison même de leur ADN colonialiste et néocolonialiste. Le racisme est donc inhérent au capitalisme. C'est une variable de la concurrence de tous contre tous, de l'exclusion et de la marginalisation des travailleurs sur la base de la couleur, des origines, de la culture, de la religion. L'impérialisme, c'est donc à la fois l'exploitation des travailleurs toutes origines, toutes couleurs, toutes cultures, toutes religions confondues, l'asservissement racialisé des minorités nationales systématiquement discriminées à l'intérieur de leurs frontières nationales et l'oppression nationale des autres peuples à l'extérieur.

La fonction politique du racisme et des discriminations raciales est de diviser pour mieux régner sur le peuple en hiérarchisant les rapports entre les différentes catégories de travailleurs et en faisant des minorités nationales les bouc-émissaires des fléaux sociaux engendrés par la société capitaliste.





Les brigades d'autodéfense noires aux USA dans les années 70
(Black Panthers Party, organisation communiste)



Assa Traoré, sœur d'Adama, lors de la manifestation du 16 mai à Paris

Le but des trois formes de subordination du monde du travail au capital est le profit maximum pour les riches actionnaires des grands monopoles capitalistes. L'oppression raciale est une gangrène que les libéraux et les fascistes utilisent pour diviser et/ou détruire le mouvement ouvrier et populaire.

Aujourd'hui ce second pilier interne du capitalisme impérialiste vacille devant les coups de butoirs protestataires d'une jeunesse toutes couleurs, toutes cultures, toutes religions et toutes origines confondues. La IIIème Internationale Communiste avait analysé, dès 1928, la dimension mondiale du pilier de l'oppression raciale et nationale organisée, édifiée par l'impérialisme : « *La question noire aux Etats-Unis doit être traitée en relation avec les questions et les luttes des Noirs dans d'autres parties du monde. La race noire est une race opprimée partout. Qu'elle constitue une minorité (Etats-Unis, etc.), une majorité (Afrique du Sud) ou qu'elle habite un soi-disant état indépendant (Libéria, etc.), les Noirs sont opprimés par l'impérialisme. Ainsi, un intérêt commun est établi pour une lutte révolutionnaire de libération raciale et nationale contre la domination impérialiste des Noirs dans les diverses régions du monde* » (Résolutions du CEIC et de la Commission Noire, 1928 et 1930).

Ce lien dialectique de la lutte contre l'oppression interne et externe doit être étendu aujourd'hui aux Amérindiens, aux Hispaniques opprimés aux USA et aux peuples Sud Américains qui luttent pour sortir de la prison qu'est « l'arrière cour » sud-américain de l'impérialisme étatsunien; tout comme les peuples africains luttent pour briser l'assujettissement aux impérialismes français, eurafricain et USAfricain.

Cette approche léniniste de la question nationale noire dans ses dimensions interne aux pays impérialistes USA/UE et externe avec le système des colonies et néo colonies a toujours été et est encore à la base du panafricanisme du mouvement ouvrier et communiste noirs par opposition au panafricanisme des impérialistes eux-mêmes (empires coloniaux ou pré-carré de la zone monétaire CFA/ECO) et des bourgeoisies africains serviles. Il en est de même du projet d'unification Bolivarienne en Amérique du Sud.

L'*American way of life*, qui a été le conte de fée du capitalisme impérialiste pour vaincre temporairement le socialisme et duper les travailleurs et les peuples, prend l'eau de toutes parts. C'est une conséquence à la fois de la crise systémique de surproduction et de suraccumulation du capitalisme à son stade suprême, l'impérialisme, et du

monde multilatéral dans lequel entre l'humanité en raison de la force montante des pays « émergents » que sont les pays rescapés du camp socialiste (Chine, Vietnam, Corée du Nord, Cuba), la Russie, l'Inde, etc.

La première brèche historique dans le dispositif de la « mondialisation » dominée par les impérialistes étasuniens et européens a été d'abord l'œuvre de *la seule Révolution indépendantiste et abolitionniste de l'esclavage* au XIXème siècle : la Révolution Haïtienne (Ayiti) qui continue de payer jusque de nos jours son héroïsme révolutionnaire d'alors.

La seconde brèche, qui aura duré 70 ans, est celle ouverte au XXème siècle par la Révolution d'Octobre 1917. La Révolution Bolchevique, après la Commune de Paris, a fait la synthèse entre Révolution ouvrière et Révolution nationale libératrice pour devenir la matrice de toutes les autres Révolutions Chinoise, Cubaine, Coréenne, Vietnamiennne sans oublier celles qui n'ont pas pu aboutir en Asie, en Amérique du Sud, en Europe, en Afrique, mais dont les expériences doivent être étudiées pour en tirer toutes les leçons au service des luttes sociales et nationales du XXIème siècle.

La nouvelle phase de l'épreuve de force qui se profile entre capital/travail, impérialisme/rescapés du camp socialiste (Cuba, Corée du Nord, Vietnam, Chine) et impérialisme/peuples opprimés repose la question stratégique de la liaison dialectique entre question nationale et question sociale.

Dans les colonies et néo colonies, le mouvement ouvrier communiste et patriotique doit lier lutte pour l'indépendance nationale panafricaine, panaméricaine et solidarité internationaliste avec les luttes ouvrières et populaires globales et spécifiques dans les pays impérialistes pour vaincre le colonialisme, le néocolonialisme et réaliser l'indépendance nationale et panafricaine et panaméricaine.

Dans les pays impérialistes, le mouvement ouvrier et communiste doit fédérer lutte globale de la classe ouvrière et mouvements populaires démocratiques antiracistes pour l'égalité des droits et solidarité internationaliste avec les peuples opprimés avant tout par « son » propre impérialisme pour être en capacité de renverser le capitalisme et édifier la société socialiste-communiste.

Cette double stratégie révolutionnaire convergente est résumée par le mot d'ordre de l'Internationale Communiste toujours d'actualité : « Prolétaires de tous pays et peuples opprimés, unissez vous ! »

Racisés, soignants, gilets jaunes, ouvriers: Unité contre Macron et ses suppôts!

Déclaration du Cercle Communiste d'Alsace

A lors que le pays sort d'une crise sanitaire importante qui a mis sur le devant de la scène les « premiers de corvée », soignants, éboueurs, caissières et caissiers, ouvriers, enseignants, ... on assiste aujourd'hui à une formidable (mais prévisible) trahison du gouvernement macroniste.

Les mêmes que l'on se devait d'applaudir tous les soirs par solidarité avec les « héros » sont aujourd'hui sommés de se taire et de retourner au travail sans se plaindre. On leur a concédé une mascarade de concertation pour finalement continuer à investir... rien !

Il ne faut pas rêver : ce gouvernement à la solde du capital, toujours prêts à donner aux plus riches pour limiter leurs pertes de profit, ne donnera jamais de hausse de salaire aux salariés, n'investira jamais dans le service public en surfant sur le mécontentement des usagers.

Le monde d'après auquel tout le monde aspirait dans une unanimité bien suspecte ressemble finalement au monde d'avant... en pire !

En pire parce que les salariés vont être confrontés aux pires attaques et aux réformes les plus rétrogrades à grand renfort de chantage à la dette et de « relance nécessaire de l'économie », en fait relance les profits pour les profiteurs. Dans le même temps le gouvernement laisse faire et encourage les violences policières. Avec l'état d'urgence sanitaire et le confinement, la police a acquis un rôle et



obtenu un pouvoir absolument contraire à toute conception démocratique d'un Etat de droit. La police frappe qui elle veut quand elle veut (gilets jaunes, journalistes, populations pauvres des « quartiers » souvent issues de l'immigration et des anciennes colonies).

Développons les mouvement sociaux qui émergent !

Il faut saluer le mouvement actuel, largement initié en France par le comité Justice pour Adama, qui a su mobiliser des pans entiers de la jeunesse mais aussi des quartiers populaires dans une lutte antiraciste conséquente, dénonçant un racisme d'Etat qui n'a qu'un but : diviser les classes populaires. Les travailleurs ne doivent pas se laisser duper par le torrent de boue répandu sur le mouvement et sur le collectif Justice pour Adama en particulier. Il faut au contraire reconnaître que ce mouvement a prouvé qu'il était possible de revendiquer et manifester pendant l'urgence sanitaire et donc, il faut le rejoindre.

La convergence des luttes est la clé pour gagner !

Contre l'arme de division, les travailleurs et les classes populaires doivent unir leurs luttes et leurs revendications. On voit d'ailleurs les soignants apporter leur soutien au mouvement antiraciste et le mouvement antiraciste soutenir la lutte pour sauver l'hôpital public et les soignants. On le voit aussi dans le mouvement des gilets jaunes. Le gouvernement n'a plus que la menace et la force pour maintenir son autorité : il interdit les manifestations, verbalise et violente les manifestants. Ce pouvoir est aux abois et il a peur. Qui sont ces démocrates qui disent s'opposer à Le Pen en usant de ses méthodes fascistes ? Est-ce qu'on guérit la maladie en s'en contaminant ?

Il est temps de stopper cette escalade autoritaire et seul le peuple est en mesure de l'arrêter en s'opposant dans la rue !



STOP AU RACISME D'ETAT!

Déclaration de la Coordination Communiste

La manifestation de masse de plus de 100 000 personnes à Paris ce samedi et de plusieurs milliers de personnes dans d'autres villes de France contre les violences policières racistes, à l'initiative du Collectif Adama Traoré (qui milite pour que justice soit faite sur son assassinat il y a quatre ans, et sur tous les autres meurtres racistes perpétrés par la police) est un évènement historique de cette dernière période sociale, n'en déplaise à tous ceux qui veulent cantonner la lutte antiraciste à sa seule dimension « sociétale ».

Le mouvement actuel s'inscrit évidemment dans le cadre des révoltes populaires aux Etats-Unis à la suite du meurtre de George Floyd par la police de Minneapolis, qui trouve un écho dans l'ensemble des pays impérialistes occidentaux où le racisme est une constante de la répression antisociale. Mais il serait réducteur de réduire les manifestations en France à une simple « réplique » du séisme US : en France aussi, il faut le répéter, le racisme est institutionnel, et les manifestations actuelles dépassent largement la lutte contre le « racisme en général ». Il marque un bond en avant de la dimension politique de cette lutte antiraciste.

Les manifestants imposent enfin un débat qui s'organise maintenant autour d'une question fondamentale : le racisme, policier en l'occurrence ici (même s'il existe dans bien d'autres appareils d'Etat en France), est bien « systémique », « institutionnel » et non le fait de « quelques policiers marginaux ». Evidemment il y a dans la police des agents qui ne sont pas racistes, il y a même des policiers qui, du fait de leur couleur de peau ou de leur religion, sont mêmes – et ils en témoignent- victimes de racisme par leurs collègues et leur hiérarchie, ... mais le racisme dénoncé par les manifestations d'aujourd'hui, est bien un « racisme d'Etat », même si beaucoup y compris dans le camp progressiste ont eu tendance à le nier au nom des « valeurs républicaines » et de la « laïcité contre les communautarismes ». Réalité pourtant reconnue aujourd'hui par le « Défenseur des droits » Jacques Toubon qui dénonce les « discriminations systémiques » de la Police dans un rapport récent.

Idéologiquement, ce racisme d'Etat a pris de nos jours des formes beaucoup plus subtiles qu'à l'époque coloniale, où il se déchainait de façon brutale et sans fard. L'islamophobie en est aujourd'hui une des formes les plus raffinées, puisqu'elle permet de stigmatiser une très large part de notre classe ouvrière dans un but assez clair de division sociale, tout en préservant les « apparences » d'un état républicain « laïc »... Face à l'ampleur du mouvement contre le racisme et les violences policières, la macronie, par la voix de Castaner, l'homme des lacrymo et des matraques depuis deux ans, joue un jeu pervers : d'un côté, évidemment, il ne lâche rien sur la question de la justice de classe raciste et sur celle de la répression quotidienne dans nos quartiers populaires ; d'un autre, en affichant très vite des propos « contre le racisme dans la police », il excite les forces les plus réactionnaires dans une stratégie de diversion par le clash, remettant en selle le RN qui reste, pour LREM, son meilleur faire-valoir. Face aux actes symboliques du mouvement (dont les attaques de statues de colonialistes et de fascistes encore à l'honneur en France sont les plus médiatisés), faute de pouvoir récupérer le mouvement lui-même (comme on a coutume de le faire depuis l'édulcoration des luttes antiracistes de 1984 par le PS-SOS Racisme), l'Etat et les médias à ses ordres mettent tout en œuvre pour stigmatiser les manifestants (accusés aussi, la ficelle comme à être grosse, d' « antisémitisme ») et ériger en face toutes les forces réactionnaires de ce pays, à commencer par les fractions les plus racistes de la police.

La Coordination Communiste 59-62 / Rassemblement Communiste appelle toutes les forces progressistes et antiracistes à poursuivre cet élan salvateur contre le racisme d'Etat, samedi 20 juin à Lille, place de la République, devant la funeste statue du Général Faidherbe, grand colonisateur de l'Afrique de l'Ouest au XIXème.

Vive le nouveau souffle politique de « la France d'après » ! C'est ce souffle-là, comme celui de toutes les luttes de classe actuelles comme le 16 juin avec les soignants, qu'il faut entretenir et développer, car elles convergent naturellement : Ils ne nous diviseront plus !

